

- e) la destination des déchets;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du collecteur;
- g) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur.

§ 3. La procédure visée au § 2 reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur du bordereau de suivi des déchets visé à l'article 9 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 6. Une copie du présent enregistrement doit accompagner chaque transport.

Art. 7. § 1^{er}. L'impétrant remet à la personne dont il a reçu des déchets une attestation mentionnant :

- a) son nom ou dénomination, adresse ou siège social;
- b) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social de la personne physique ou morale qui lui a remis des déchets;
- c) la date et le lieu de la remise;
- d) la quantité de déchets remis;
- e) la nature et le code des déchets remis;
- f) le nom ou la dénomination, l'adresse ou le siège social du transporteur des déchets.

§ 2. Un double de l'attestation prévue au § 1^{er} est tenu par l'impétrant pendant cinq ans à disposition de l'Administration.

Art. 8. § 1^{er}. L'impétrant transmet annuellement à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, une déclaration de transport de déchets.

La déclaration est transmise au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence. La déclaration est établie selon les formats définis par l'Office wallon des déchets.

§ 2. L'impétrant conserve une copie de la déclaration annuelle pendant une durée minimale de cinq ans.

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrant transmet à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'impétrant transmet trimestriellement à l'Office wallon des déchets, Direction des Instruments économiques, une déclaration fiscale sur base des modèles communiqués par l'Office wallon des déchets.

Art. 11. Si l'impétrant souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, il en opère notification à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, qui en prend acte.

Art. 12. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrant la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrant soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrant n'ait été entendu.

Art. 13. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 21 décembre 2012.

Ir. A. HOUTAIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

INSTITUT BRUXELLOIS
POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

[C – 2013/31026]

24 JANVIER 2013. — Arrêté des fonctionnaires dirigeants modifiant l'arrêté des fonctionnaires dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement du 10 janvier 2008 portant sous-délégation au directeur du Personnel en ce qui concerne la gestion du personnel

Le fonctionnaire dirigeant et le directeur sous-mentionné,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

BRUSSELS INSTITUUT
VOOR MILIEUBEHEER

[C – 2013/31026]

24 JANUARI 2013. — Besluit van de leidende ambtenaren tot wijziging van het besluit van de leidende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer van 10 januari 2008 houdende subdelegatie van bevoegdheden aan de directeur Personeel inzake personeelsbeheer

De directeur generaal en de hierna genoemde directeur,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement tel que modifié par l'ordonnance du 27 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment les articles 6 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2006 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mars 2008 portant délégation de compétences aux fonctionnaires-dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement et à la Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne le budget et la gestion individuelle du personnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du 28 septembre 2007 portant délégation de compétences aux fonctionnaires dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement en ce qui concerne la gestion du personnel, principalement les articles 15 à 19;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2012 modifiant l'arrêté ministériel du 28 septembre 2007 portant délégation de compétences aux fonctionnaires dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement en ce qui concerne la gestion du personnel;

Considérant qu'il est indispensable au bon fonctionnement de l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement de sous-déléguer au directeur du Personnel certaines compétences déléguées par la ministre de tutelle aux fonctionnaires dirigeants en matière de gestion du personnel par arrêté ministériel du 28 septembre 2007,

Arrêtent :

Article 1^{er}. A l'arrêté des fonctionnaires dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement du 10 janvier 2008 portant sous-délégation au directeur du Personnel en ce qui concerne la gestion du personnel, il est ajouté un article 7 comme suit :

« Les fonctionnaires dirigeants sous-délèguent au directeur du Personnel la signature des avenants et des arrêtés relatifs au télétravail des membres du personnel statutaire et contractuel ».

Art. 2. A l'arrêté des fonctionnaires dirigeants de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement du 10 janvier 2008 portant sous-délégation au directeur du Personnel en ce qui concerne la gestion du personnel, il est ajouté un article 8 comme suit :

« Les fonctionnaires dirigeants sous-délèguent au directeur du Personnel la signature des arrêtés et des avenants relatifs aux absences injustifiées des membres du personnel statutaire et contractuel de niveau B, C, D et E ».

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 janvier 2013.

R. DE LAET,
Directeur.

J.-P. HANNEQUART,
Directeur général.

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 27 april 1995;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, inzonderheid op de artikelen 6 en 10;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 maart 2008 houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidinggevende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer en aan de Reguleringscommissie voor Energie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de begroting en het individuele personeelsbeheer;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 september 2007 houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer inzake personeelsbeheer, voornamelijk de artikelen 15 tot 19;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 juli 2012 tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 september 2007 houdende delegatie van bevoegdheden aan de leidende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer inzake personeelsbeheer;

Overwegende dat het voor de goede werking van het Brussels Instituut voor Milieubeheer noodzakelijk is om aan de directeur Personeel bepaalde bevoegdheden inzake personeelsbeheer te delegeren die door de minister aan de leidende ambtenaren werden gedelegeerd bij ministerieel besluit van 28 september 2007,

Besluiten :

Artikel 1. Aan het besluit van de leidende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer van 10 januari 2008 houdende subdelegatie van bevoegdheden aan de directeur Personeel inzake personeelsbeheer, wordt een artikel 7 toegevoegd als volgt :

« De leidende ambtenaren subdelegeren aan de directeur Personeel de ondertekening van de besluiten en de addenda inzake telewerk voor de statutaire en contractuele personeelsleden ».

Art. 2. Aan het besluit van de leidende ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer van 10 januari 2008 houdende subdelegatie van bevoegdheden aan de directeur Personeel inzake personeelsbeheer, wordt een artikel 8 toegevoegd als volgt :

« De leidende ambtenaren subdelegeren aan de directeur Personeel de ondertekening van de besluiten en de addenda inzake onwettige afwezigheden voor de statutaire en contractuele personeelsleden van niveau B, C, D en E ».

Dit besluit treedt in werking op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 24 januari 2013.

R. DE LAET,
Directeur.

J.-P. HANNEQUART,
Directeur-generaal.